



HAL
open science

A Nice, rien de nouveau ?

Gilles Ivaldi, Christine Pina

► **To cite this version:**

Gilles Ivaldi, Christine Pina. A Nice, rien de nouveau ?. Rémi Lefebvre; Sébastien Vignon. Démobilisation électorale dans la France urbaine. Les élections municipales de 2020, Presses universitaires de Rennes, pp.147-159, 2023, Res publica, 9782753588608. halshs-04054795

HAL Id: halshs-04054795

<https://shs.hal.science/halshs-04054795v1>

Submitted on 1 Apr 2023

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

A Nice, rien de nouveau ?

Gilles Ivaldi (Sciences-Po Paris, CEVIPOF, CNRS)
Christine Pina (ERMES-UCA)

Ce texte est la version *pre-print* du chapitre : « À Nice rien de nouveau ? » in Rémi Lefebvre et Sébastien Vignon Sébastien (dir.), *Démobilisation électorale dans la France urbaine. Les élections municipales de 2020*, Rennes, Presses Universitaires de Rennes, 6 avril 2023 (<https://pur-editions.fr/product/9247/demobilisation-electorale-dans-la-france-urbaine>)

Les élections municipales à Nice peuvent, si l'on n'y prend garde, apparaître comme la répétition de consultations de même ordre dans la capitale azurée : au départ, plusieurs adversaires ; à la fin, toujours un même « vainqueur »¹. Nice serait donc à ranger dans le tiroir « en bas à droite » des villes de la continuité politique, où les résultats sont connus d'avance et le vainqueur désigné avant même la consultation. Cette lecture, qui traduit la domination de la droite sur la ville, voire sur le département (Cadiou, 2014), tend à rendre invisibles les recompositions de la vie politique locale et les transformations qui affectent le territoire maralpin.

Les quelques sondages pré-électorales publiés permettent d'illustrer, nous allons le voir, cette construction d'une élection « jouée d'avance ». Malgré l'impact de la crise sanitaire sur les conditions de la campagne et sur la participation, les résultats du 1^{er} tour confirment les grands équilibres politiques azuréens. Avec 47,6%, le maire sortant manque de peu sa réélection dès le premier tour et réalise un score supérieur à celui de 2014, tandis que la liste RN arrive en 2^{ème} position, à presque 30 points. Le scrutin atteste de la domination sans partage de la droite classique sur l'espace politique local, dans des élections fortement personnalisées. Christian Estrosi ne l'ignore d'ailleurs pas : il est le seul à donner son nom à la liste qu'il conduit.

Le mystère n'est donc pas dans les résultats de l'élection municipale. C'est pourquoi nous préférons interroger les conditions de possibilité de ce résultat marqué par une stabilité apparente (I) et ainsi questionner l'évidence d'une victoire acquise sans combattre. Car le chemin qui reconduit Christian Estrosi à la tête de la mairie de Nice en 2020 apparaît semé d'embûches politiques. Sa victoire ne s'est pas opérée en rase campagne, faute d'adversaires ou d'oppositions à droite (II). Elle est le produit de plusieurs conditions qui tiennent, certes à son implantation locale et à la construction d'une image de maire entrepreneur, mais aussi aux choix, parfois assumés, souvent contraints, de ses opposants dans la période précédant la campagne officielle (III).

¹ En 2020, Ch. Estrosi brigue un 3^{ème} mandat.

I. De faibles enjeux, des équilibres politiques stables

L'élection municipale à Nice paraît adjugée avant d'avoir eu lieu. En reconduisant des rapports de force nullement affectés par des taux d'abstention records et une campagne tronquée, la victoire de Ch. Estrosi peut sembler remportée sans combat ni suspens.

Une victoire annoncée avant même une campagne écourtée

Très rapidement, les premiers sondages préélectoraux construisent l'image d'une élection niçoise sans véritables enjeux. Si les premières enquêtes du printemps 2019 montrent encore Ch. Estrosi au coude-à-coude avec son rival de LR, Éric Ciotti, le rapport de forces devient beaucoup plus favorable au maire sortant dès l'automne après qu'Éric Ciotti a jeté l'éponge, y compris dans l'hypothèse d'une candidature de Cédric Roussel pour LREM. Les intentions de vote pour la liste du maire sortant s'appuient en outre sur un bilan jugé très largement positif par une majorité de Niçoises et de Niçois interrogés : près de huit habitants sur dix (79 %) se disent ainsi satisfaits du bilan de Ch. Estrosi à la mairie, y compris chez les électeurs de gauche et du RN².

En février 2020 et après l'abandon officiel de Cédric Roussel (élu député de la 3^{ème} circonscription maralpaine en 2017), l'hypothèse de la réélection du maire sortant est renforcée par un nouveau sondage Ifop-Fiducial pour *Nice Matin* et *France Bleu Azur*, dans lequel Ch. Estrosi est crédité de 49 % d'intentions de vote au 1^{er} tour³. Cette même enquête enregistre par ailleurs une légère poussée des écologistes réunis sur la liste conduite par Jean-Marc Governatori, créditée de 14 % d'intentions de vote, loin derrière le maire sortant mais en seconde position cependant devant la liste menée par le leader RN niçois Philippe Vardon (13 %).

Parallèlement, à Nice, comme dans d'autres villes, la campagne électorale censée mobiliser les électeurs.trices a été largement raccourcie, quand elle n'a pas été « oubliée » pour partie dans un « entre-deux-tours tunnel » pendant lequel le maire sortant concentrait son activité sur la gestion de la crise, laissant les deux listes adverses (écologiste et RN) animer le débat. De ce point de vue, Ch. Estrosi a mobilisé « l'art d'être là » (Le Bart, 2005) tout en choisissant le « là » investi : le front pandémique et non le front électoral, ce qui peut être interprété comme une manière de jouer la carte du gestionnaire apolitique (mobilisant les acteurs locaux autour de l'urgence et de l'harmonie sanitaires) au lieu de la carte du candidat en campagne, laissée à d'autres, renvoyés aux batailles politiciennes. La démonétisation du second tour par Christian Estrosi est rendue possible par l'urgence sanitaire, des résultats jugés très encourageants au 1^{er} tour malgré une campagne arrêtée pour le maire sortant dès le 28 février 2020 pour cause de pandémie et la faiblesse de la participation.

² Sondage Ipsos Sopra-Steria pour *France Bleu*, *franceinfo* et *Nice-Matin*, <https://www.francebleu.fr/infos/politique/sondage-municipales-a-nice-christian-estrosi-donne-gagnant-loin-devant-eric-ciotti-1571229505>.

³ *France Bleu Azur*, 25 février 2020.

Une abstention record qui ne remet pas en cause les équilibres politiques

L'abstention atteint un record de 71,5 % à Nice au premier tour des élections municipales de mars 2020, très au-dessus du niveau national qui s'établit à 55,3 %. La participation chute d'un peu plus de 25 points par rapport aux municipales de 2014 (contre une baisse de 20 points environ au plan national). La faiblesse de la mobilisation à Nice est confirmée au second tour du mois de juin : l'abstention y atteint 72,3 % des inscrits, en hausse de près d'un point par rapport à mars.

Comme ailleurs en France, les inquiétudes relatives à l'épidémie de coronavirus ont constitué un facteur déterminant de cette participation en berne⁴, dans une ville dont la population demeure par ailleurs plus âgée que la moyenne nationale. Le niveau record de l'abstention à Nice peut également témoigner de la faiblesse des enjeux relatifs à une éventuelle réélection de Ch. Estrosi, contrairement à des villes où la résonance nationale de l'élection était particulièrement importante, à l'image de Paris ou du Havre, et, plus généralement, des grandes communes qui ont basculé à l'occasion de ces élections – on songe ici à Marseille, Lyon, Bordeaux, Strasbourg ou Perpignan.

Ainsi, l'analyse des évolutions 2014-2020 laisse apparaître un rapport de forces quasiment inchangé entre les trois principaux blocs de la vie politique niçoise, et ce, en dépit de cette abstention massive. Les résultats du second tour sont particulièrement révélateurs : en 2014, la droite représentée dans la quadrangulaire par Ch. Estrosi et Olivier Bettati réunissait 61 % des exprimés, la gauche unie aux écologistes totalisait 17,8 % tandis que la candidate officielle du FN, Marie-Christine Arnautu, recueillait 21,1 %. En juin 2020, ces équilibres ont à peine bougé dans la triangulaire du second tour : Ch. Estrosi l'emporte facilement avec 59,3 % des voix contre 21,4 % pour la liste de Ph. Vardon et 19,3 % pour la liste d'union des écologistes.

A l'issue du 2nd tour, la position du maire sortant apparaît renforcée avec un total de 56 des 69 élus au sein du conseil municipal, soit un gain de 3 sièges. Reflétant la domination de la droite républicaine dans l'ensemble des 49 communes de la métropole, le 10 juillet 2020, Ch. Estrosi est réélu sans surprise pour la troisième fois consécutive à la présidence de la Métropole Nice Côte d'Azur, avec 116 voix, contre 8 à Philippe Vardon et 6 à l'écologiste Juliette Chesnel-Le Roux.

En mars 2020, l'arithmétique électorale à Nice est donc d'abord et avant tout celle de la recomposition qui a eu lieu à l'intérieur de chacun des trois grands blocs de la vie politique municipale. En l'absence d'une candidature LREM, Ch. Estrosi n'a semble-t-il pas eu de difficulté à mobiliser à la fois au centre et à droite de l'échiquier politique local. Avec 16,7 % des voix au premier tour, Ph. Vardon échoue quant à lui à mordre sur l'électorat de droite, en dépit du soutien officiel qui lui est apporté par la Droite Populaire de Thierry Mariani.

Parallèlement, à l'instar d'autres grandes villes françaises, Nice n'échappe pas totalement à la poussée des écologistes, qui traduit ici aussi de nouveaux rapports de forces au sein du pôle de gauche et la perte de leadership du parti socialiste au profit d'EELV et, de manière plus marginale, de la gauche radicale. En 2014, Patrick Allemand avait conduit une liste de rassemblement du PS, des écologistes d'EELV et du MRC, qui avait réuni 15,3 % des suffrages exprimés au premier tour. En mars 2020, l'union des écologistes derrière Jean-Marc

⁴ L'enquête IFOP « jour du vote » révèle ainsi que les craintes liées au COVID-19 ont joué un rôle déterminant dans le choix de ne pas aller voter chez 55 % des abstentionnistes (<https://www.ifop.com/publication/sondage-jour-du-vote-15032020/>).

Governatori s'impose avec 11,3 % des voix comme la principale force au sein d'une gauche niçoise plus fragmentée que jamais, devant la liste Viva ! de Mireille Damiano (8,9 %) et un PS niçois à la dérive (6,6 %)⁵.

Pourtant, il y a bien eu bataille politique. Mais celle-ci se déroule pour partie en amont de la campagne officielle, quand sont tranchés les investitures et le choix des têtes de liste, que ce soit à droite ou à gauche de l'échiquier politique.

II. Les « droites » ou l'éternelle question du leadership maralpin

Si Christian Estrosi a été présenté comme le seul capable de remporter les élections municipales dès décembre 2019, cela tient à la disparition d'adversaires politiques (LR et LREM) très tôt dans la précampagne et au maintien d'un affrontement LR-RN qui, dans les Alpes-Maritimes, tourne traditionnellement à l'avantage du premier lors des consultations locales.

Le choix d'Estrosi : entre logiques partisans et petits arrangements entre « alliés-adversaires »

La pré-campagne à droite se joue tout d'abord dans les médias, les inaugurations, sur les réseaux sociaux et, pour grande partie, dans des négociations partisans qui témoignent de l'importance du mandat municipal, de la distribution des investitures pour aujourd'hui (et pour demain) et des jeux partisans qui continuent à peser sur la vie politique locale.

La marche lente vers l'investiture LR peut être lue à la fois comme une bataille entre hommes forts du département et comme l'illustration des oppositions qui se cristallisent à la tête du parti au lendemain de la défaite des européennes. Outre l'orientation à venir des Républicains, la question des alliés possibles ou légitimes est posée dans l'affrontement que se livrent à distance Eric Ciotti et Christian Estrosi pour le soutien de leur parti.

Car si cette bataille peut se lire comme une opposition de styles et de personnalités entre d'anciens alliés, elle illustre aussi les fractures qui traversent l'UMP et qui se jouent élection après élection dans le département, depuis plusieurs années : en 2014 pour la bataille municipale niçoise, en 2017 au sujet de la candidature de François Fillon à la présidentielle, en 2018 pour la direction de la fédération LR des Alpes-Maritimes (la première de France), en 2019 sur la question de la direction nationale des Républicains. 2020 constitue dès lors un nouvel épisode d'une bataille plus souterraine pour la « direction » du département et d'un jeu d'équilibres politiques locaux entre le Conseil départemental (présidé par Charles-Ange Ginésy, un proche d'É. Ciotti) et la Métropole Nice Côte d'Azur (présidée par Ch. Estrosi). L'opposition entre les deux hommes s'est d'ailleurs traduite par la mise en place, au sein de la majorité départementale, d'un groupe dissident « Alpes-Maritimes ensemble ! » conduit par Joseph Segura, maire de Saint-Laurent-du-Var. Associant 17 élus (sur les 49 conseillers départementaux de droite) proches du maire de Nice et considérés comme « Macron-

⁵ Un tel bouleversement du rapport de forces au sein de la gauche azurienne était déjà visible en mai 2019 : à l'occasion du scrutin européen, la liste EELV de Yannick Jadot s'était hissée en troisième position à Nice avec 11,9 %, devançant d'une courte tête la droite républicaine.

compatibles », ce groupe a été créé en septembre 2017. Il s'auto-dissout le 9 décembre 2019, au lendemain de l'annonce du soutien des LR... à Christian Estrosi⁶.

A Nice, la controverse, largement relayée médiatiquement, porte sur la personnalité la plus à même d'incarner la « vraie droite ». Les arguments défendus par Éric Ciotti pour justifier sa candidature mettent en exergue les lignes nationales de fracture au sein des Républicains et les options politiques qui s'offrent à eux pendant les municipales : mise en cause de la politique de sécurité, lutte contre le communautarisme, critique de la fiscalité à Nice deviennent rapidement les thèmes que le Président de la Commission Nationale des Investitures de LR convoque pour dénoncer le laxisme coupable du maire sortant⁷. Éric Ciotti ne cesse également de rappeler les liens jugés « contre-nature » du candidat Estrosi avec LREM⁸. Dès fin juillet 2019, il demande au maire sortant de choisir entre l'investiture LR et l'investiture LREM. Dans une lettre adressée à Christian Estrosi et dont l'AFP reçoit copie, É. Ciotti dénonce une tactique politicienne obscure et déclare : « Le temps de la clarification est venu. On ne peut être en même temps En Marche et Républicains. Il est temps aujourd'hui d'arrêter ce double langage et ce pas de deux permanent »⁹. Cette injonction à la discipline partisane répond aux déclarations d'indépendance de Ch. Estrosi qui explique régulièrement la manière dont il entend faire acte de candidature et construire sa liste¹⁰. Face à des sondages peu prometteurs et des appels de la direction nationale à ne pas encourager la désunion, Éric Ciotti se retire finalement le 14 novembre 2019, refusant le « poison mortifère de la division et des guerres de famille »¹¹. Il faut finalement attendre le 20 novembre 2019 et l'élection de Christian Jacob à la tête de LR pour que le parti « soutienne » – sans jamais l'investir – le candidat Estrosi pas encore déclaré dans sa course à la mairie¹².

En parallèle, les candidats LREM ne manquaient pas quelques mois seulement avant le 1^{er} tour de l'élection municipale. Mais l'épopée s'est vite enrayée : Cédric Roussel (la 3^{ème} circonscription dont il est député compte quelques cantons niçois) et Joëlle Martinaux ont appris à leurs dépens que, même sans investiture LREM, Ch. Estrosi ne pouvait pas être contesté à Nice par des Macronistes divisés. Car, dès juillet 2019, des voix divergentes se font entendre sur la stratégie à adopter pour les municipales à venir au sein de LREM dans les Alpes-Maritimes : d'un côté le « Comité politique 06 » soutient la candidature de Cédric Roussel qui demande l'investiture LREM ; de l'autre « En Marche ensemble 06 ! » envisage un soutien à Christian Estrosi¹³.

⁶ *Nice-Matin*, 13 décembre 2019.

⁷ *Le Figaro*, 10 octobre 2019.

⁸ A l'automne 2017, Ch. Estrosi fonde avec Jean-Luc Moudenc (maire de Toulouse) l'association « La France audacieuse ». Elle regroupe des maires qui ne cachent pas leur volonté de collaborer au projet réformateur de LREM. A la veille des municipales, cette association soutient 70 candidats et démontre ainsi sa volonté de peser sur les échéances locales.

⁹ AFP, 29 juillet 2019.

¹⁰ Comme le rappelle Clément Desrumaux au sujet des investitures lors des législatives, « la règle partisane ne s'impose pas à tous de la même façon, un certain 'laisser-faire' entérine une règle du plus fort davantage qu'un strict respect de la règle » (Desrumaux, 2016 : 140).

¹¹ Éric Ciotti est toutefois assuré de conserver la présidence de la CNI et sa circonscription pour les législatives de 2022. *Le Monde*, 14 novembre 2019.

¹² De ce point de vue, Ch. Estrosi reconduit le principe d'entrée tardive en campagne des maires sortants et réussit à faire de sa liste une coalition (de personnalités plus que de formations politiques). Voir Gaxie, Lehingue (1984).

¹³ *Nice-Matin*, 31 juillet 2019.

Si l'illusion a duré, c'est sans doute parce que les législatives de 2017 et les trois circonscriptions remportées alors avaient entretenu l'espoir d'un renouveau de la vie politique locale (Ivaldi, Pina, 2017). Le parti macroniste choisit au final de ne pas investir, laissant aux deux candidats LREM le loisir de « ne pas y aller »¹⁴ et à Christian Estrosi la possibilité d'intégrer 6 marcheurs à sa liste, aux côtés de Patrick Mottard (PRG) et de Marc Concas (socialiste devenu LREM), pourtant soutiens du Parti socialiste quelques années auparavant. Deux lectures de cet épisode peuvent se combiner : une lecture nationale et partisane, Ch. Estrosi rassemblant sur sa liste des acteurs politiques de droite et de gauche et asphyxiant les velléités de candidats « marcheurs », tout en mimant le refus d'une « féodalité » partisane, significative de l'entreprise macroniste (Lefebvre, 2018) ; une lecture locale et municipale, le maire sortant jouant la double carte de la dépolitisation sous couvert de proximité avec les électeurs¹⁵ et de la mise à distance des partis politiques nationaux dans les luttes départementales, comme ce fut le cas sous le règne de la famille Médecin¹⁶.

En mars 2020, Christian Estrosi doit malgré tout compter à droite avec deux listes concurrentes : celle conduite par Benoît Kandel (CNIP), ancien adjoint à la sécurité, qui se déclare un mois après le renoncement d'Éric Ciotti pour porter le flambeau d'une droite jugée moribonde à Nice et celle conduite par Valéry Sohm (UPR) dont la campagne discrète semble plus relever du témoignage que de l'engagement frontal. Ces oppositions ne sont pourtant pas anecdotiques : outre qu'elles illustrent les dissensions récurrentes dans les équipes municipales entre anciens alliés, elles indiquent aussi que la domination estrosiste sur la ville n'est pas intangible, comme le revendique la liste RN.

Nice et sa Métropole comme enjeux du duel Estrosi-Vardon

L'adversaire véritable de Christian Estrosi demeure Philippe Vardon, candidat et chef de file du RN à Nice. Cette candidature témoigne de la montée en puissance de Ph. Vardon au sein de l'appareil du parti. Fort du soutien de Marion Maréchal, il est, depuis 2015, membre du bureau national du RN, alors qu'en octobre 2013, Marine Le Pen avait refusé de valider l'adhésion du leader de *Nissa Rebel* au RBM car jugé trop sulfureux à l'époque pour un FN en quête de respectabilité.

Parti en campagne dès juin 2019, Ph. Vardon s'installe rapidement en principal challenger du maire sortant et met en scène la nostalgie, fortement teintée du déclinisme, d'une ville perdue, marquée par « la dette, la pauvreté et les territoires abandonnés »¹⁷. Au fil de différentes conventions thématiques, le candidat égrène à partir de l'automne 2019 un programme qui, pour l'essentiel, rejoint les grandes orientations de la plateforme municipale présentée dès 2014 par le mouvement lepéniste. On y retrouve sans surprise les thèmes phares du RN tels que la sécurité dans les « quartiers qui subissent le règne des bandes et des petits caïds du trafic de drogues » et la lutte contre le « communautarisme », déclinaisons municipales de l'agenda national-autoritaire du parti. Sous l'angle économique, Ph. Vardon reprend également la critique de « l'explosion fiscale » et propose un ensemble de mesures à l'adresse de la clientèle

¹⁴ *Nice-Matin*, 1^{er} février 2020.

¹⁵ Dont témoigne une campagne d'affiches « L'essentiel, c'est vous » illustrées d'une photographie en plan serré du candidat Estrosi.

¹⁶ Interrogeant la stratégie médeciniste à Nice (que Ch. Estrosi semble reproduire), Jacques Basso parle d'un « pluralisme organisé en vue d'une domination politique plénière » (2006 : 299). Voir aussi sur ce sujet Cadiou (2018), Bidégaray et Pina (2008).

¹⁷ Ph. Vardon, *Retrouver Nice*, Projet municipal 2020-2026.

traditionnelle de l'extrême-droite méridionale que sont les petits commerçants et artisans, notamment la promesse d'instaurer « un compte-stationnement pour les clients des commerces de centre-ville ».

Témoignage du parcours personnel de Ph. Vardon au sein du mouvement identitaire niçois, la question de l'Islam est omniprésente : « Dans les mosquées et les écoles coraniques, les imams radicaux ne cessent d'étendre leur influence, et la municipalité s'est gravement compromise avec des associations islamistes ». Ces accusations seront relayées par la diffusion d'un « faux » journal gratuit intitulé *Le Journal des municipales*, instrument de propagande anti-Estrosi sur fond d'allégations de collusion de la majorité municipale avec les « islamistes »¹⁸. Ces mêmes thèmes seront au cœur de la campagne de second tour du candidat du RN, fortement étayée par l'appel au vote sanction contre Ch. Estrosi et ses « alliés macronistes », explique le programme de la liste RN¹⁹.

Plusieurs inflexions sont toutefois notables. La première concerne la réappropriation stratégique par le candidat RN des enjeux environnementaux sous la forme d'une critique de la « bétonisation » de la Métropole ou de la défense de la « proximité entre lieu de production et de consommation ». La clause environnementale sert de justification habile au principe de « préférence aux entreprises locales dans les marchés publics »²⁰. Un second élément a trait à la mise en avant du bilan des maires FN élus en 2014, dont le mouvement lepéniste a voulu faire une vitrine en 2020, par la publication notamment d'un *Livret bilan des mairies*²¹. A Nice, Ph. Vardon recevra le soutien de David Rachline, maire de Fréjus dans le département voisin du Var, à l'occasion de la présentation officielle de son programme début février.

Enfin, et il s'agit sans doute là d'un fait particulièrement notable, la campagne du RN à Nice intègre pour la première fois une dimension métropolitaine au travers d'une plateforme commune des 16 candidats RN dans les villes limitrophes. Réunis par une même opposition à l'impôt métropolitain créé par Ch. Estrosi, rebaptisé pour l'occasion « Taxe Estrosi », les candidats lepénistes dénoncent « un impôt injuste car il fait financer les projets pharaoniques de la gestion calamiteuse de Christian Estrosi par l'ensemble des habitants de la Métropole »²². L'initiative remonte en réalité au printemps 2018 avec le lancement par Ph. Vardon sur Twitter du hashtag #TaxeEstrosi. La dénonciation de « l'impôt métropolitain » sera au cœur de l'agenda politique local du RN dans les mois qui suivent. En témoigne ce tweet de Ph. Vardon à l'adresse des maires de la métropole en avril 2019 : « En une semaine, et malgré des conditions météo incroyables, les équipes du #FN06 ont déjà couvert 26 communes pour dénoncer la #TaxeEstrosi ! Pas encore les 43, mais c'est promis : tous les maires complices de l'adoption de ce nouvel impôt métropolitain vont avoir notre visite »²³.

Outre l'importance, une nouvelle fois, de la thématique fiscale, cette stratégie paraît bien prendre acte de l'implantation du RN dans les catégories populaires des communes à la périphérie des grandes métropoles, jouant par ailleurs de l'antagonisme populiste classique des

¹⁸ *Libération*, 1^{er} novembre 2019.

¹⁹ Ph. Vardon, *Retrouver Nice*, Projet municipal 2020-2026.

²⁰ L'idée de « clauses environnementales » avait déjà été mobilisée lors de la campagne régionale de 2015 pour justifier le protectionnisme économique du FN en faveur des entreprises de la région.

²¹ Voir l'analyse de Evans et Ivaldi (2020).

²² *France 3 PACA*, 20 novembre 2019.

²³ Cité par Guillaume Le Gall, « *La bataille des chiffres* » : *l'enjeu de la fiscalité et des finances publiques dans la campagne municipale à Nice en 2020*, sous la direction de Gilles Ivaldi, mémoire de M1 Science politique, UCA, 2020, p. 33.

« petits » face aux « gros »²⁴. A cet égard, Ph. Vardon proposera un label commun intitulé *Une autre voie pour la métropole* prônant une « juste répartition des aides financières » entre les communes, un « renouvellement annuel de la présidence de la métropole » ainsi que la création d'un « référendum d'initiative citoyenne (RIC) local » qui pourrait se tenir à la demande de 10 % d'électeurs niçois.²⁵

Face à ce duel annoncé entre les droites niçoises, la gauche, pour peser, est contrainte à l'alliance. C'est toutefois une autre voie qui est empruntée, au bénéfice des écologistes.

II. La gauche niçoise : entre divisions et mise au(x) vert(s)

La gauche engage la bataille en ordre dispersé quand elle ne subit pas les défections et les ralliements à la cause estrosiste. Au final, ce sont trois listes de gauche qui s'affrontent²⁶, avec en arbitre, une liste « Nice écologique » construite autour de Jean-Marc Governatori.

La domination écornée du PS²⁷

Depuis 2001, la gauche n'est plus partie unie pour des élections municipales à Nice. En 2020, pour le PS, il faut d'abord trouver un « champion » qui puisse rallier large alors que la liste PS-EELV, menée par Patrick Allemand en 2014, s'est petit à petit désagrégée. Entre-temps, les scores comparés du PS et d'EELV en 2017 et en 2019 ont « donné des ailes » aux écologistes locaux qui, comme dans d'autres grandes villes, n'entendent plus se plier à la domination écornée du parti socialiste.

C'est finalement une primaire qui désigne en novembre 2019 Patrick Allemand, ce qui permet aux écologistes de justifier le choix de faire route seuls et annihile toute possibilité d'alliance avec le PRG et la France Insoumise. Certains voient déjà se profiler une défaite pour le 1^{er} tour et des tractations de second tour impossibles. Car si à gauche, personne n'envisage clairement d'emporter la bataille, le risque est grand de voir disparaître toute représentation de cette famille politique au sein du conseil municipal et plus encore, au sein du conseil métropolitain. Ce serait alors la transposition niçoise de l'exil de la gauche hors du Conseil régional en 2015 (Ivaldi, Pina, 2016) et de la marginalité de la « gauche » (4 élus) au sein du Conseil départemental. Cette invisibilisation, non encore advenue mais redoutée en novembre 2019, illustre à la fois l'absence de totale déconnexion entre les niveaux national et local des scrutins et la fragilité du Parti socialiste dont l'accession aux postes de responsabilité dépend, dans ce type de configuration, d'une discipline, ou tout le moins, de coalitions ou d'accords dont Ch. Estrosi peut se passer.

²⁴ Rappelons que Ph. Vardon avait initialement été pressenti comme candidat RN à la Trinité, petite ville d'un peu plus de 10 000 habitants à l'est de Nice, avant de céder la place à Philippe Carlin.

²⁵ *20 Minutes*, 19 novembre 2019.

²⁶ Une liste Lutte Ouvrière se déclare la veille de la date butoir pour le dépôt des candidatures. Elle obtient finalement 0,7% des suffrages exprimés.

²⁷ Sur l'implantation tardive et chancelante du PS dans les Alpes-Maritimes, voir Martinetti (2004), de Pena, Salles et Troupel (2009) et Basso (2006).

L'annonce de la candidature Allemand le 26 novembre va de fait accélérer la campagne de forces politiques proposant une alternative au PS. Le lendemain, la liste Viva ! annonce officiellement son entrée en campagne. Menée par l'avocate Mireille Damiano, connue pour son engagement auprès des migrants, cette liste affiche son projet de changement, tant participatif qu'écologiste : « Nous sommes engagé·e·s dans la construction d'un large rassemblement citoyen, d'un travail collectif avec des militantes et militants associatifs, syndicalistes, féministes, politiques, de Gilets Jaunes... [...] Ce rassemblement, qui a la volonté de continuer à s'élargir, est porteur d'une véritable alternative pour notre ville et pour la Métropole. Et il y a urgence. »²⁸

Mobilisée tout autant sur la question de l'écologie – qui passe en particulier par la gratuité des transports et le développement du vélo –, de la démocratie participative et de la fin d'une ville happée par le « sur-tourisme »²⁹, la liste Viva ! engage sa campagne par des réunions publiques dans les quartiers et choisit de mettre en avant le caractère faiblement professionnalisé de ses candidat.e.s.

Il s'agit plus globalement de porter une double estocade : à Patrick Allemand, en incarnant une position résolument de gauche, ce qui constitue un travail de repolitisation face à celui qui est présenté comme « pro-Macron » ; à Christian Estrosi, en relocalisant le débat pour rendre la ville à ses habitants. Car il est bien question ici de l'identité d'une ville, de sa face cachée derrière les palmiers et de grands projets dont le maire de Nice se fait le seul promoteur pendant cette campagne.

L'écologie en cavalier seul

Restent les « écologistes ». Après la campagne éclair du parti animaliste entre le 6 et le 24 février 2020³⁰ qui se solde par un abandon, se pose la question de la couleur de l'écologie niçoise. Est-elle rose-verte, à l'image de Juliette Chesnel-Le Roux et Fabrice Decoupigny, tous deux conseillers municipaux sortants sur une liste PS-EELV mais opposés à une liste commune conduite par Patrick Allemand ? Est-elle verte-bleue, à l'image de Jean-Marc Governatori ? Si les deux premiers ont pour eux une adhésion de longue date à EELV et des batailles municipales à leur actif, le troisième ne s'impose pas d'emblée. C'est pourtant lui qui sera tête de liste, lui qui proclamera à l'envi son désir d'écologie pour la ville de Nice.

Durant toute la campagne, le choix de Jean-Marc Governatori est interrogé, sur fond d'une exhumation des dossiers passés et d'un itinéraire politique que n'hésite pas à railler la presse locale³¹. Le candidat affiche de son côté l'assurance de celui auquel tout réussit. Deux éléments en témoignent : en premier lieu, lors du débat *Nice Matin* de février 2020, c'est Juliette Chesnel-Le Roux qui affronte les autres candidats, vantant les mérites de la tête de liste. En second lieu, sur le bulletin de vote « Nice écologique », Jean-Marc Governatori est présenté ainsi : « Nommé deux fois meilleur gestionnaire de France. Détenteur du Trophée de l'Emploi pour

²⁸ Conférence de presse du 27 novembre 2019.

²⁹ L'extension de l'aéroport serait emblématique d'un appauvrissement de la population niçoise au bénéfice d'un tourisme de passage, d'un déni de démocratie et d'une pollution accélérée de la ville. Communiqués de presse des 18 et 31 décembre 2019.

³⁰ « Élection municipale de Nice : la liste animaliste se retire, le candidat Christian Razeau rejoint les écolos », *Nice-Matin*, 24 février 2020.

³¹ Voir par exemple : Stéphanie Gasiglia, « Trop bio pour être vrai », *Nice-Matin*, 29 février 2020 ou Clément Avarguès, « Municipales à Nice : Governatori, l'erreur de casting des écolos », *Nice-Presse*, 1^{er} mars 2020.

avoir créé 500 emplois ». L'engagement pour la cause écologique est à chercher ailleurs, dans les déclarations et les interviews distillées plus ou moins adroitement, dans un itinéraire militant mouvant. Car le candidat Governatori n'est pas nouveau sur la scène politique.

Outre ses réussites entrepreneuriales (fondateur de Fly, de Basika, de Planetwood) et sa fortune, la tête de liste de « Nice écologique » a depuis 1997 fait ses armes en politique. A droite d'abord, même s'il s'en défend (un passage au Modem, à l'Union de la droite républicaine), ensuite au sein de l'Alliance écologique indépendante (qui rassemble son parti « La France en action », le Mouvement écologiste indépendant et Génération écologie) fondée en 2009. En 2010, « la France en action » reste seule au sein de l'AEI et s'engage dans les batailles politiques, Jean-Marc Governatori en tête : une candidature avortée à la présidentielle de 2012, une présence lors des régionales de 2015 et des législatives de 2017 sous étiquette « Label 100% ». En juin 2019, une alliance est signée avec EELV, ce qui permet à Caroline Roose et Salima Yenbou de l'AEI de siéger comme eurodéputées.

Pour les municipales de Nice en 2020, Jean-Marc Governatori est donc à la fois novice pour ce type de consultation fortement personnalisée et confirmé par quelques batailles menées sur d'autres scènes. La constitution de sa liste témoigne toutefois des tractations réalisées au-delà de l'AEI, avec EELV : Juliette Chesnel-Le Roux et Fabrice Decoupigny sont respectivement 2^{ème} et 3^{ème} sur la liste, tandis que le reste de la liste est composé d'acteurs de la « société civile », dont en particulier en 5^{ème} position, Jean-Christophe Picard, président de l'association Anticor jusqu'à son entrée en politique³². En tout état de cause, la personnalité de Jean-Marc Governatori, ses replacements successifs sur l'échiquier politique, constituent des repoussoirs évidents pour envisager des alliances dans l'entre-deux-tours, quand les tensions entre les anciens alliés PS-EELV en 2014 ne ressurgissent pas. Début juin 2020, Viva ! annonce la fin de toute tractation avec la liste 100% écologie pour un accord au second tour tandis que le PS, derrière Xavier Garcia, appelle à voter blanc³³.

Conclusion

Finale, l'élection municipale à Nice aura, en apparence, livré peu de surprises. A l'issue du scrutin, les équilibres politiques municipaux se révèlent remarquablement stables et éclairent la spécificité des opportunités politiques offertes à la droite républicaine au plan local.

Cependant, une telle stabilité ne doit pas occulter l'importance de ce qui s'est joué tout au long de la précampagne et l'ensemble des facteurs qui ont permis à Ch. Estrosi d'aborder cette élection en seul représentant – ou presque – de la droite républicaine et, *de facto*, du centre macroniste face à un candidat RN contraint, lui, d'aller chercher à la périphérie les ressources d'une campagne « métropolisée ». Ch. Estrosi a pu rassembler la droite et le centre, confirmant son repositionnement « médian » dans l'arc politique azuréen depuis les régionales de 2015 et son incarnation, face à E. Ciotti, d'une droite plus modérée « macron-compatible ». En dépit d'une campagne menée tambour battant dès le mois de juin 2019, du soutien actif de la Droite Populaire de Thierry Mariani et d'un profil revendiqué d'enfant du pays, Ph. Vardon échoue à contester l'hégémonie estrosiste dans la capitale azurée. A gauche, enfin, les élections

³² En 2014, Jean-Christophe Picard, membre alors du PRG, se présentait aux municipales à Nice sur la liste conduite par Olivier Bettati. Voir AFP, « Le président d'Anticor démissionne pour rallier la liste écologiste à Nice », 5 février 2020.

³³ *Nice-Matin*, 3 juin 2020.

municipales confirment la recomposition à l'œuvre depuis les européennes de 2019 au profit des écologistes et aux dépens d'un PS affaibli. Dans le cas des écologistes, le fait de pouvoir siéger aux conseils municipal et métropolitain, libérés de la tutelle du PS, constitue une victoire au goût de revanche.

Le maire de Nice a en outre bénéficié du contexte de la crise sanitaire. Cette dernière a pu réduire l'impact d'enjeux polarisants autour de la sécurité ou de la fiscalité notamment et déplacer le centre de gravité de la campagne vers, pour reprendre ici un concept-clé de la sociologie électorale anglo-saxonne, des attributs de *valence* (Stokes, 1963) tels que la personnalité, la compétence et la crédibilité face aux enjeux de la pandémie, donnant l'avantage au maire sortant face à son rival RN. Les premières études empiriques des effets politiques de la crise sanitaire suggèrent un effet classique de « drapeau » (*rally-round-the-flag*)³⁴ renforçant le soutien aux exécutifs en place (Bol, Giani, Blais, Loewen, 2020) et dont rien n'interdit de penser qu'il a pu également jouer ailleurs en France au profit des candidats sortants.

Pour toutes ces raisons, la prudence reste de mise quant à la signification des résultats de l'élection municipale niçoise. A droite, la contre-performance relative de Ph. Vardon renvoie à la réalité de configurations politico-électorales offrant des opportunités variables pour le RN sur le terrain niçois et à la difficulté, notamment, pour le parti de Marine Le Pen de s'imposer dans les scrutins où l'implantation historique de la droite traditionnelle, incarnée par des « barons » locaux aisément indentifiables par la population, continue de peser fortement.

Dès lors, le scrutin municipal de 2020 ne peut occulter les évolutions récentes du rapport de forces au sein des droites niçoises, qui s'est fortement rééquilibré au profit du RN depuis les élections régionales de 2015 (Ivaldi, Pina, 2019). Les scrutins à venir, notamment les prochaines régionales, risquent fort de rappeler à ce qui reste malgré tout un affaiblissement sans précédent de la droite républicaine à Nice... en dehors des scrutins municipaux.

³⁴ L'effet de « drapeau » postule qu'en temps de crise, lorsque la nation est menacée, les dirigeants en place bénéficient d'un soutien public accru (Cf. Mueller, 1970).

Bibliographie

- Basso Jacques, 2006, « Une vie politique complexe », in Alain Ruggiero (dir.), *Nouvelle histoire de Nice*, Toulouse, Éditions Privat, p. 275-299.
- Bidégaray Christian, Pina Christine, 2008, « Immuables et changeantes, les municipalités des Alpes-Maritimes au tournant de 2008 », *Cahiers de la Méditerranée*, n°77, p. 275-290.
- Bol Damien, Giani Marco, Blais André, Loewen Peter John, 2020, “The effect of Covid-19 lockdowns on political support: Some good news for democracy?”, *European Journal of Political Research*, may.
- Cadiou Stéphane, 2014, « À droite toute ? Des bastions municipaux convoités dans les Alpes-Maritimes », *Métropolitiques*, 3 février.
- Cadiou Stéphane, 2018, « Redresser la ville de Nice. Les enjeux d’une succession politique au milieu des années 1990 », *Métropoles*, n°22.
- de Pena Jean, Salles Pierre-Olivier, Troupel Aurélia, 2009, « Qu’est la gauche devenue ? Comprendre les dynamiques électorales des Alpes-Maritimes », in Joël Gombin et Pierre Mayance (dir.), *Droit(es) aux urnes en région PACA !*, Paris, L’Harmattan, p. 111-137.
- Desrumaux Clément, 2016, « Force de la règle et règle du plus fort : les investitures aux législatives françaises ou la contingence des prescriptions partisans », in Amin Allal et Nicolas. Bué (dir.), *(In)disciplines partisans*, Paris, Presses du Septentrion, p. 127-146.
- Evans Jocelyn, Ivaldi Gilles, 2020, “Building a local powerbase? The *Rassemblement national* in the 2020 municipal elections in France”, note 4, SciencesPo CEVIPOF, https://www.sciencespo.fr/cevipof/sites/sciencespo.fr.cevipof/files/N4_GI%26JE_Buidinglocalpowerbase_november2020_VF-1.pdf.
- Gaxie Daniel, Lehingue Patrick, 1984, *Enjeux municipaux, la constitution des enjeux politiques dans une élection municipale*, Paris, PUF.
- Ivaldi Gilles, Pina Christine, 2016, « PACA, une victoire à la Pyrrhus pour la droite ? », *Revue politique et parlementaire*, numéro spécial « Élections régionales 2015 », 1^{er} semestre, p. 139-150.
- Ivaldi Gilles, Pina Christine, 2017, « PACA : 2017, entre permanence et bousculements des équilibres politiques », *Pôle Sud*, n°47, vol. 2, p. 179-194.
- Ivaldi Gilles, Pina Christine, 2019, « Les Droites à Nice », Séminaire des études politiques de l'ERMES, Laboratoire ERMES - Université de Nice, avril 2019. <https://hal.archives-ouvertes.fr/hal-02100553>
- Le Bart Christian, 2005, « Métier politique et ubiquité : l’art d’être là », in *La proximité en politique : Usages, rhétoriques, pratiques*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, p. 145-166.
- Martinetti Joseph, 2004, « Un département bleu... azur, entre conservatisme et localisme », *Hérodote*, vol. 2, n°113, p. 68-93.
- Mueller John E., 1970, “Presidential Popularity from Truman to Johnson”, *The American Political Science Review*, 64, n°1, p. 18-34.
- Stokes David, 1963, “Spatial Models of Party Competition”, *American Political Science Review*, 57(2), p. 368-377.

Offre politique municipale 2020 - Nice

Listes	Etiquette(s) partisane(s) / sensibilité politique	Nom et Prénom de la tête de liste	Tête de liste candidate à la présidence de la métropole / CA	Tête de liste maire sortant.e	Score au 1 ^{er} tour		Score au 2 ^{ème} tour		Abstention	
					% s.e	% insc	% s.e	% insc	1 ^{er} t	2 ^{ème} t
« Christian Estrosi »	LR – Les Centristes (soutien mais pas d'investiture)	Christian Estrosi	Oui	Oui	47,6	13,1	59,3	15,8	71,5	72,25
« Retrouver Nice »	RN	Philippe Vardon	Oui	Non	16,7	4,6	21,4	5,7		
« Nice Écologique »	EEV – AEI – Cap 21 Génération Écologie	Jean-Marc Governatori	Non	Non	11,3	3,1	19,3	5,1		
« VIVA ! Démocratie, Ecologie, Solidarité »	Génération.s – Ensemble ! – PCF – FI	Mireille Damiano	Non défini	Non	8,9	2,45				
« Nice pour Tous »	CNIP – Debout la France !	Benoît Kandel	Non défini	Non	7,3	2				
« Nice au cœur »	PS - UDE	Patrick Allemand	Non défini	Non	6,6	1,8				
« Tous pour Nice »	UPR	Valery Sohm	Non défini	Non	0,9	0,25				
« Lutte ouvrière - Faire entendre le camp des travailleurs »	LO	Estelle Jaquet	Non défini	Non	0,7	0,2				